



Conseil économique et social

Distr. générale
7 février 2017
Français
Original : anglais

Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Point 4 de l'ordre du jour

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations

Ordre du jour

Additif

Annotations

4. Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations

Le Conseil doit prendre des décisions concernant les organes suivants :

Commission de statistique ([E/2017/9](#))

Huit membres seront élus selon la répartition suivante :

- Trois membres à choisir parmi les États d'Afrique;
- Un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale;
- Un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Commission de la population et du développement ([E/2017/9](#))

Seize membres seront élus selon la répartition suivante :

- Quatre membres à choisir parmi les États d'Afrique;
- Quatre membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

En outre, il reste à la Commission cinq sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant à la clôture de la cinquante-troisième



session de la Commission, en 2020; et deux parmi les États d'Asie et du Pacifique et deux parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant à la clôture de la cinquante-quatrième session de la Commission, en 2021 (voir la décision 2017/201 A du Conseil).

Commission de la condition de la femme (E/2017/9)

Treize membres seront élus selon la répartition suivante :

- Cinq membres à choisir parmi les États d'Afrique;
- Cinq membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Commission des stupéfiants (E/2017/9)

Vingt membres seront élus selon la répartition suivante :

- Quatre membres à choisir parmi les États d'Afrique;
- Quatre membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Europe orientale;
- Quatre membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Cinq membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2017/9)

Vingt membres seront élus selon la répartition suivante :

- Huit membres à choisir parmi les États d'Afrique;
- Quatre membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Comité du programme et de la coordination (E/2017/9/Add.3)

Vingt candidatures devront être présentées à l'Assemblée générale, qui élira les membres selon la répartition suivante :

- Quatre membres seront choisis parmi les États d'Afrique;
- Quatre membres seront choisis parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Trois membres seront choisis parmi les États d'Europe orientale;
- Quatre membres seront choisis parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Cinq membres seront choisis parmi les États d'Europe occidentale et autres États (un siège est vacant).

En outre, il reste au Comité deux sièges vacants à pourvoir parmi les États d'Europe occidentale et autres États : un pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2017; et un pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2018 (voir la décision 2016/201 D du Conseil).

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/2017/9/Add.4)

Vingt et un membres seront élus selon la répartition suivante :

Cinq membres seront choisis parmi les États d'Afrique (quatre sièges sont vacants);

Trois membres seront choisis parmi les États d'Asie et du Pacifique (un siège est vacant);

Un membre sera choisi parmi les États d'Europe orientale;

Trois membres seront choisis parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes (tous les sièges sont vacants);

Neuf membres seront choisis parmi les États d'Europe occidentale et autres États (huit sièges sont vacants).

En outre, il reste au Groupe de travail 21 sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : quatre parmi les États d'Afrique, un parmi les États d'Asie et du Pacifique, trois parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et huit parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2017; et deux parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Europe orientale et deux parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2018 (voir la décision 2016/201 D).

Comité d'experts de l'administration publique (E/2017/9/Add.9)¹

Le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts nommés par le Secrétaire général, qui siégeront à titre personnel pour un mandat de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018.

Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2017/9/Add.10)¹

Conformément à la résolution 2004/69 du Conseil économique et social, le Conseil doit prendre note de la nomination par le Secrétaire général de 25 experts, qui siégeront au Comité en cette qualité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} juillet 2017.

¹ À paraître. Le document sera soumis au Conseil pour examen dans le courant de l'année 2017.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(E/2017/9/Add.5)

Onze membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Deux membres seront choisis parmi les États d'Afrique;

Deux membres seront choisis parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Un membre sera choisi parmi les États d'Europe orientale;

Deux membres seront choisis parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Quatre membres seront choisis parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

En application de la résolution 71/171 de l'Assemblée générale, le Conseil doit élire trois membres supplémentaires du Comité exécutif, dont le nombre de membres a été porté de 98 à 101 États.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
(E/2017/9/Add.6)

Onze membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Deux membres à choisir parmi les États d'Afrique;

Deux membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale;

Deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Quatre membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial
(E/2017/9/Add.7)

Six membres doivent être élus parmi les États inscrits sur les listes jointes à l'annexe III du document E/2017/9/Add.7, selon la répartition suivante :

Un membre à choisir parmi les États de la liste A;

Un membre à choisir parmi les États de la liste B;

Un membre à choisir parmi les États de la liste C;

Deux membres à choisir parmi les États de la liste D;

Un membre à choisir parmi les États de la liste E.

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (E/2017/9/Add.8)

Cinq membres doivent être élus selon la répartition suivante :

- Un membre à élire parmi les États d'Afrique;
- Un membre à élire parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Un membre à élire parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Deux membres à élire parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

L'attention du Conseil est également appelée sur les organes ci-après, pour lesquels il reste des sièges vacants non pourvus au cours de sessions antérieures :

Commission du développement social (E/2017/9)

Il reste à la Commission douze sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un parmi les États d'Europe orientale, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session de la Commission, en 2019; deux parmi les États d'Afrique et deux parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-huitième session de la Commission, en 2020; et deux parmi les États d'Asie et du Pacifique, deux parmi les États d'Europe orientale et trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session de la Commission, en 2021 (voir la décision 2016/201 D du Conseil).

Commission de la science et de la technique au service du développement (E/2017/9)

Il reste à la Commission trois sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un parmi les États d'Afrique, un parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2020 (voir la décision 2017/201 A du Conseil).

Instance permanente sur les questions autochtones

Il reste à l'Instance permanente un siège vacant à pourvoir parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2019 (voir la décision 2016/201 E du Conseil).

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Il reste au Conseil d'administration huit sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2020; deux parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2018; et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour

un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2019 (voir la décision 2017/201 A du Conseil).

Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix

Il reste au Comité d'organisation un siège vacant à pourvoir, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2018.
